



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

*Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial*

**ARRÊTÉ n°2025/ICPE/449 portant prescriptions complémentaires
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société ATLANTIC TERRES SOLUTIONS à Nantes**

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.511-1, L.181-14, R.181-45, R.181-46 et R.122-2 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 juin 2020 autorisant la société ATLANTIC TERRES SOLUTIONS à exploiter des installations sur le territoire de la commune de Nantes, au 311 rue de l'île aux moutons ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 décembre 2020 relatif au changement d'exploitant et à l'actualisation du montant des garanties financières ;

Vu la demande de modification notable portée à la connaissance du préfet par la société ATLANTIC TERRES SOLUTIONS le 4 juillet 2023, concernant l'autorisation de rupture de traçabilité, la modification des modalités d'acceptation préalable des déchets, l'augmentation des seuils d'acceptation des déchets, la révision des programmes d'autosurveillance des eaux résiduaires et des rejets gazeux ainsi que la demande de prorogation du délai de mise en service de l'activité de transit et regroupement d'amiante ainsi que l'acceptation d'un nouveau type de déchets ;

Vu l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 13 octobre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société ATLANTIC TERRES SOLUTIONS le 16 octobre 2025 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que les modifications sollicitées par l'exploitant :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale ;
- n'atteint pas de seuil quantitatif ou de critère fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R.181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que le projet de modification ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Objet

La société ATLANTIC TERRES SOLUTIONS, dénommée « l'exploitant » ci-après, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants pour l'exploitation de la plateforme de tri, transit, regroupement, traitement et valorisation de terres et matériaux impactés située Z.I de Cheviré – 311 rue de l'île aux moutons à Nantes (44 100).

Article 2 : Prescriptions modifiées

Article 2.1 Garanties financières

Les dispositions du chapitre 6 et des articles I.6.1 à I.6.9 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2020 concernant les garanties financières sont abrogées.

Article 2.2 Caractéristiques de rejet des eaux au milieu

Les dispositions de l'article IV.3.9 : Gestion des eaux de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2020 sont abrogées et remplacées comme suit :

1) Cas des eaux usées domestiques dans les locaux sociaux

Les eaux usées issues des sanitaires et locaux mis à disposition du personnel (vestiaires, douches, sanitaires) sont dirigées vers un dispositif d'assainissement autonome adéquat. Elles

sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

2) Cas des eaux pluviales

Les eaux pluviales ruisselant sur les toitures, l'aire dédiée à l'activité « Recyclage des produits minéraux inertes » (article IX.2 de l'AP du 29 juin 2020), les voiries, l'aire de stationnement et l'aire de distribution de GNR, sont collectées dans un réseau commun dédié et regroupées dans un bassin de rétention B1. Un traitement par un débourbeur, séparateur d'hydrocarbures est mis en place en sortie de ce bassin.

Un débourbeur, séparateur d'hydrocarbures supplémentaire est positionné en aval de l'aire de distribution de GNR.

Les eaux pluviales ruisselant sur l'aire dédiée aux activités « Valorisation de terres ou matériaux potentiellement impactées » (article IX.4 de l'AP du 29 juin 2020) et « Transit/regroupement d'amiante » (article IX.3 de l'AP du 29 juin 2020) sont collectées dans un réseau commun dédiée et regroupées dans un bassin de rétention B2. Un traitement des eaux du bassin B2 est mis en œuvre en sortie (débourbeur, séparateur d'hydrocarbures) et peut être complété au besoin (filtre à sable, filtre à charbon actif, etc.).

Les eaux du rotoluve sont évacuées vers le bassin B2 lorsque nécessaire.

Les bassins B1 et B2, dont l'étanchéité est faite par une géomembrane étanche, assure les fonctions suivantes :

	Capacité du bassin dédiée à la fonction (en m ³)	
	B1	B2
1- Volume utile pour la gestion des eaux pluviales déterminé à partir d'un débit de fuite de 3 l/s/ha pour une pluie d'occurrence centennale	965	1951
2- Volume pour le confinement des eaux en cas d'incendie	0	60
3- Volume « mort » servant de zone de décantation des matières en suspension	372	737
Volume total du bassin	1 337 m ³	2 748 m ³

Les hauteurs d'eau à ne pas dépasser dans les différents bassins afin de permettre la gestion des épisodes pluvieux exceptionnels et la gestion des eaux en cas d'incendie sont matérialisées.

Chaque bassin dispose en sortie avant regroupement des eaux au point de rejet R1 d'un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement. Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que

l'effluent soit suffisamment homogène.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et avant regroupement au point de rejet R1, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

- Eaux résiduaires en sortie du bassin B1 :

Paramètres	Concentration maximale	Flux maximal
Débit maximal de rejet	4,1 l/s (3 l/s/ha)	-
Matières en suspension	35 mg/l	12,40 kg/j
DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l	44,28 kg/j
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	3,54 kg/j

- Eaux résiduaires en sortie du bassin B2 + débourbeur, séparateur d'hydrocarbures et installation de traitement complémentaire mise en œuvre au besoin :

Paramètres	Concentration maximale	Flux maximal	Périodicité minimale pour l'autosurveillance (C : Continu – M : Mensuel – T : Trimestriel – S : Semestriel – A : Annuel – B : Bisannuel)
Débit maximal de rejet	8,3 l/s (3 l/s/ha)	-	M
DCO (sur effluent non décanté)	125 mg/l	89,64 kg/j	M
Carbone organique total (COT)	45 mg/l	32,27 kg/j	M
Matières en suspension	35 mg/l	25,10 kg/j	M
DBO5 (sur effluent non décanté)	30 mg/l	21,51 kg/j	M
Azote (azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé)	30 mg/l	21,51 kg/j	M
Phosphore (phosphore total)	10 mg/l	7,17 kg/j	M
Hydrocarbures totaux	10 mg/l	7,17 kg/j	M
Arsenic et ses composés (en As)	0,05 mg/l	0,04 kg/j	M
Cadmium	0,025 mg/l	0,02 kg/j	M
Chrome et ses composés (en Cr)	0,1 mg/l	0,07 kg/j	M
Cuivre et ses composés (en Cu)	0,15 mg/l	0,11 kg/j	M
Plomb et ses composés (en Pb)	0,1 mg/l	0,07 kg/j	M
Nickel et ses composés (en Ni)	0,2 mg/l	0,14 kg/j	M
Zinc et ses composés (en Zn)	0,8 mg/l	0,57 kg/j	M
Mercure (Hg)	0,005 mg/l	0,0035 kg/j	M
Manganèse et composés (en Mn)	1 mg/l	0,72 kg/j	M

Etain et ses composés (en Sn)	2 mg/l	1,43 kg/j	M
Fer, aluminium et composés (Fe+Al)	5 mg/l	3,59 kg/j	M
Anthracène*	0,025 mg/l	0,02 kg/j	M
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)*	0,025 mg/l	0,02 kg/j	M
Benzène	0,05 mg/l	0,04 kg/j	T
Acronifène	0,025 mg/l	0,02 kg/j	T
Chrome hexavalent et ses composés (en Cr6+)	0,05 mg/l	0,004 kg/j	T
Dioxines et composés de type dioxines* dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD	0,025 mg/l	0,02 kg/j	T
Indice phénols	0,3 mg/l	0,22 kg/j	T
Naphtalène	0,13 mg/l	0,09 kg/j	T
Nonylphénols*	0,025 mg/l	0,02 kg/j	T
Quinoxylène*	0,025 mg/l	0,02 kg/j	T
Toluène	0,074 mg/l	0,05 kg/j	T
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1 mg/l	0,72 kg/j	S
Fluoranthène	0,000095 mg/l	0,0001 kg/j	S
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (somme des 5 substances : Benzo (a) pyrène*, Benzo (b) fluoranthène*, Benzo (k) fluoranthène*, Benzo (g, h, i) perylène*, Indeno (1,2,3-cd) pyrène*)	0,00005 mg/l	0,0000359 kg/j	S
Ion fluorure (en F-)	15 mg/l	< 10 kg/j	S
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)	0,00000013 mg/l	0,00000009 kg/j	S
Acide perfluorooctanoïque (PFOA)	-	-	S
Cyanures libres (en CN-)	0,1 mg/l	0,07 kg/j	A
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	0,05 mg/l	0,07 kg/j	A
Hexabromocyclododécane* (HBCDD)	0,0000008 mg/l	0,000000574 kg/j	A
Xylène (somme o,m,p)	0,05 mg/l	0,04 kg/j	A

Bifénox	0,0000012 mg/l	0,0000009 kg/j	B
Cybutryne	0,025 mg/l	0,0179 kg/j	B
Cyperméthrine	0,000000008 mg/l	0,000000006 kg/j	B
Heptachlore* et époxyde d'heptachlore*	1,8E-11 mg/l	0,000000000 013 kg/j	B

Article 2.3 Déchets autorisés applicables pour l'activité « Valorisation de terres ou matériaux potentiellement impactés »

Les dispositions de l'article IX.4.2 : « Déchets autorisés » de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2020 sont abrogées et remplacées comme suit :

Pour être admis sur le site, les terres et matériaux potentiellement impactés respectent les valeurs maximales d'acceptation suivantes :

Paramètre	Concentration limite en mg/kg _{ms}
Sur produit brut	
Matière sèche	Pas de minimum
Hydrocarbures totaux (C10-C40)	150000
Composés organiques volatiles*	100000
BTEX	100000
Somme des 16 HAP	150000
PCB	2000
Mercuré*	1500
Sur éluat (essai de lixiviation NF EN 12457-2)	
Arsenic	25
Baryum	300
Cadmium	5
Chrome total	70
Cuivre	100
Mercuré	2
Molybdène	30
Nickel	40
Plomb	50
Antimoine	15
Zinc	200
Fluorures	500

Chlorures	25000
Sulfates	50000
Carbone organique total	5000
Fraction soluble	100000

* L'analyse des paramètres COV sur produit brut et mercure sur produit brut est nécessaire sauf si le diagnostic initial démontre l'absence d'une telle contamination.

Si nécessaire, des analyses complémentaires ou contradictoires permettant d'évaluer la possibilité de traiter un déchet sur le site sont réalisés à l'initiative de l'exploitant.

Les déchets suivants sont interdits sur le site :

- les substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple, déchets de laboratoire,...),
- les déchets radioactifs, c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection,
- les déchets qui sont explosibles, corrosifs, comburants, facilement inflammables ou inflammables conformément aux définitions du décret en Conseil d'État pris en application de l'article L.541-24 du Code de l'environnement,
- les déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux,
- les déchets ménagers ou assimilés,
- les déchets toxiques en quantités dispersées (DTQD),
- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 %,
- les déchets gazeux,
- les déchets pulvérulents (hors déchets d'amiante conditionnés).

Les terres et matériaux contenant des PFOS et PFOA sont interdites sur le site.

Du point de vue géographique, les terres et matériaux admissibles sont originaires en priorité de la métropole Nantaise et plus généralement de la région Pays de la Loire et des régions limitrophes. Ponctuellement, l'aire de provenance peut être étendue au territoire national.

Article 2.4 Admission des déchets applicables pour l'activité « Valorisation de terres ou matériaux potentiellement impactés »

Les dispositions de l'article IX.4.3 : « Admission des déchets » de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2020 sont abrogées et remplacées comme suit :

Pour être admis sur le site, les terres et matériaux satisfont :

- à la procédure d'information préalable et d'acceptation préalable visée à l'article IX.4.3.1 de l'AP du 29 juin 2020,
- aux contrôles à l'arrivée sur le site visés à l'article IX.4.3.2 de l'AP du 29 juin 2020.

Une procédure écrite est rédigée et mise en œuvre.

1) Information préalable et acceptation préalable

Avant toute arrivée sur site, le producteur du déchet renseigne une fiche d'identification préalable (FIP). Cette fiche comporte les informations suivantes :

- les renseignements administratifs concernant la source (producteur) et l'origine géographique du déchet,
- les caractéristiques principales du déchet : la nature, la quantité estimée, le mode de

conditionnement,

- l'apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique),

- pour les terres et matériaux potentiellement impactés :

- les résultats de l'analyse des caractéristiques physico-chimiques établies par un laboratoire agréé COFRAC complétée par l'analyse de toutes substances identifiées par le producteur et portée à la connaissance de l'exploitant de la plateforme. L'analyse des COV et du mercure produit brut n'est pas rendue nécessaire si le diagnostic réalisé démontre l'absence d'une telle contamination,
- les taux de contamination et la nature des polluants,
- toutes observations/informations concernant d'éventuelles suggestions ou contraintes, par exemple, au besoin, les précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation,
- un résumé de l'historique des activités ayant eu lieu sur le site d'origine ou de l'historique de la pollution si les documents existent ou tout autre document permettant une meilleure compréhension de la pollution en présence y compris eu égard à la présence de substances PFAS,

- le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement,

- les propriétés de danger du déchet.

Un certificat d'acceptation préalable (CAP) est remis au producteur par l'exploitant si l'analyse de la FIP montre l'admissibilité des terres et matériaux sur le site notamment le respect des critères de l'article IX.4.2 de l'AP du 29 juin 2020.

Le CAP précise la nature des opérations de traitement et la ou les filières envisagées.

La durée de la validité de la FIP et du CAP est au maximum de 1 an.

Les FID et CAP sont consignés dans un registre sur le site.

Article 2.5 Liste des déchets susceptibles d'être accueillis sur le site

L'annexe 4 – Liste des déchets susceptibles d'être accueillis sur le site de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2020 est complété comme suit :

02 DECHETS PROVENANT DE L'AGRICULTURE , DE L'HORTICULTURE, DE L'AQUACULTURE, DE LA SYLVICULTURE, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE AINSI QUE DE LA PREPARATION ET DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS

02 03 Déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures et d'extraits de levures, de la préparation et de la fermentation de mélasses

02 03 04 Matières impropres à la consommation ou à la transformation.

Article 2.6 Exutoires des terres ou matériaux

Les dispositions du chapitre IX.5 : Exutoires des terres ou matériaux de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2020 sont complétées comme suit :

Pour les déchets ayant subi une transformation importante ou une opération à l'issue de laquelle l'identification de la provenance des déchets initiaux n'est plus possible, l'exploitant est exonéré des obligations de traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants prévue au 3^e alinéa de l'article 10 de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres

déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.

Article 3 : Sanctions

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 4 : Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-45 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'un présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Article 5 : Publicité

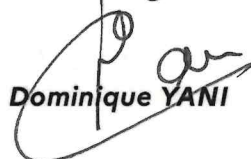
Le présent arrêté est notifié à la société ATLANTIC TERRES SOLUTIONS, publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie est adressée au maire de la commune de Nantes.

Article 6 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune de Nantes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 6 Novembre 2025

LE PRÉFET,
Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale


Dominique YANI